



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE LOUVAIN

Rue des Wallons, 67 ■ 1348 Louvain-la-Neuve ■ 010/450.888 ■ www.aglouvain.be

Louvain-la-Neuve, le 17 juillet 2014

Frappes à Gaza : les étudiants demandent des réactions académiques et politiques

La situation politique et humanitaire du Proche-Orient est depuis bien des années plus qu'inquiétante. La relance de l'offensive israélienne sur la Bande de Gaza de ces derniers jours frappe particulièrement les esprits. En tant que jeunes et étudiants, il nous semble moralement et éthiquement injuste de rester immobiles face à la situation plus qu'interpellante que connaît la Bande de Gaza depuis début juillet. L'Assemblée Générale des étudiants de Louvain rappelle le rôle moral que se doit de jouer le monde de l'enseignement supérieur face aux situations de colonisation en cours au XXI^e siècle et face aux violations répétées des droits de l'Homme en Palestine.

Cela fait depuis plusieurs décennies que la politique d'Israël concernant les territoires palestiniens est condamnée pour transgression au droit international (notamment la convention de Genève) et par l'Organisation des Nations Unies. Aujourd'hui, elle se perpétue et s'aggrave avec le bombardement de Gaza par l'armée israélienne. A la date du 16 juillet 2014, ces bombardements auraient coûté la vie de plus de 200 Palestiniens et auraient entraîné la fuite de milliers d'habitants [1]. La riposte Palestinienne a quant à elle tué un Israélien.

L'AGL dénonce cette agression avec vigueur. Il n'est pas possible d'accepter que le drame que constitue l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes israéliens soit instrumentalisé par l'état d'Israël sous forme d'une "punition collective" totalement disproportionnée, prétexte pour poursuivre et étendre son occupation des territoires palestiniens. En ensanglantant la région, les forces israéliennes ne peuvent qu'éloigner l'espérance d'une future pacification et d'une résolution diplomatique du conflit. Le bombardement de bâtiments civils comme des hôpitaux ou des écoles est par ailleurs inacceptable et ce sont les citoyens (dont les étudiants palestiniens) qui en sont les premières victimes.

L'AGL rappelle qu'elle s'est prononcée le 3 décembre 2012 à l'unanimité de ses membres pour le gel des relations académiques avec les universités israéliennes[2].

En nouant et maintenant des contacts avec des acteurs institutionnels qui se taisent face aux politiques d'apartheid de l'état israélien et soutiennent son industrie militaire, le monde académique francophone porte sa part de responsabilité dans la prolongation du conflit et dans la situation dramatique du peuple palestinien.

L'AGL réitère donc son appel aux universités belges – et plus particulièrement à l'UCL – à geler leurs accords de coopération en matière d'enseignement et de recherche avec ces universités israéliennes, tant que celles-ci n'auront pas pris position en faveur du respect des droits fondamentaux des Palestiniens. Une telle volonté se manifeste par ailleurs aux quatre coins du monde, et notamment aux États-Unis, où la prestigieuse ASA (American Studies Association) se profile en faveur d'un boycott de certaines universités israéliennes [3].

L'AGL demande également aux universités de la FWB d'envoyer une mission inter-universitaire en Palestine pour intensifier la collaboration morale et matérielle avec les universités palestiniennes, ainsi que juger par elles-mêmes de la situation.

Enfin, l'AGL se joint aux prises de positions récentes de centrales de la FGTB, du MOC, du Conseil

de la Jeunesse, du CNCD ou de l'Union des Juifs progressistes de Belgique, exhortant le monde politique à condamner les récents événements ainsi que la politique belliqueuse illégale de l'état israélien, à mettre tout en oeuvre pour faire respecter le droit international, et témoigne son soutien aux acteurs palestiniens et israéliens qui défendent courageusement la coexistence des deux peuples dans le respect de leurs droits fondamentaux.

L'un des buts de notre enseignement est de nous former à devenir des acteurs critiques, solidaires et ouverts sur le monde. A notre tour, nous appelons nos dirigeants académiques et politiques à agir en cohérence avec les valeurs qu'ils prônent, et à assumer pleinement leur rôle de responsables et de citoyens éveillés.

[1] <http://www.demorgen.be/dm/nl/990/Buitenland/article/detail/1945836/2014/07/16/Dodental-in-Gazastroom-stijgt-boven-de-200-uit.dhtml>

[2] <http://www.aglouvain.be/site/index.php/agl/positions.html>

[3] http://www.theasa.net/from_the_editors/item/asa_members_vote_to_endorse_academic_boycott/

Contact presse :

Martin Guérard
Secrétaire Général
0494/281110